

Remerciements

Les *Perspectives économiques régionales* pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont préparées chaque année par le département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD) du FMI. L'analyse et les projections figurant dans le présent rapport relèvent pleinement des activités de surveillance de l'évolution et des politiques économiques des pays membres que mène le département. Elles s'appuient principalement sur les informations recueillies par les services du département au cours des consultations avec les pays membres.

L'analyse a été coordonnée sous la supervision générale de Jihad Azour (directeur du département). Le projet a été dirigé par Taline Koranchelian (directeur adjoint du département), Bikas Joshi (chef de la division études régionales du département) et Ali Al-Eyd (chef adjoint de cette division). Les principaux auteurs de la présente édition sont Olumuyiwa Adedeji, Philip Barrett, Dalmacio F. Benicio, Qiaoe Chen, Lawrence Dwight, Matthew Gaertner, Divya Kirti, Sergejs Saksonovs, Moussé Sow, Iulia R. Teodoru et Ling Zhu.

Gohar Abajyan, Oluremi Akin-Olugbade et Jorge de León Miranda ont géré la base de données et fait fonction d'assistants de recherche. Kate Nguyen et Tucker Stone ont également apporté leur concours aux travaux de recherche. Tatiana Pecherkina et Patricia Poggi ont assuré un appui administratif. Cooper Allen, en collaboration avec Cheryl Toksoz et Heidi Grauel du département de la communication, a procédé à la mise en forme du rapport. Ali Alreshan, Marwa Alnasaa, Maria Atamanchuk, Bénédicte Baduel, Nabil Ben Ltaifa, Salim Dehmej, Constance de Soyres, Malika El Kawkabi, Nicolas End, Alexei Kireyev, Robert Tchaidze, Farid Talishli et Mohammed Zaher ont relu les traductions, en coordination avec Yelena Eydinova.

Hypothèses et conventions

Les projections de la présente édition des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* reposent sur un certain nombre d'hypothèses. Il a été admis que les politiques économiques nationales actuelles seraient maintenues, que le cours moyen du baril de pétrole¹ serait de 61,8 dollars en 2019 et de 57,9 dollars en 2020, et que le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) sur les dépôts à six mois en dollars s'établirait en moyenne à 2,3 % en 2019 et à 2 % en 2020. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les données relatives aux années 2019 et 2020 qui figurent dans les graphiques et les tableaux relèvent de projections fondées sur les informations statistiques disponibles pour la période se terminant à la fin du mois de septembre 2019.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente publication :

- dans les tableaux, les points de suspension (. . .) signifient « données non disponibles » et 0 ou 0.0 signifie « zéro » ou « négligeable ».

Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.

- le trait d'union (–) entre des années ou des mois (ex. : 2011–12 ou janvier–juin) indique la période couverte, y compris la première et dernière année ou le premier et dernier mois ; la barre oblique (/) entre deux années ou mois (ex. : 2005/06) indique un exercice budgétaire (ou financier).

- Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

Dans la présente publication, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

¹ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

Groupes de pays

L'édition d'octobre 2019 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* traite des pays sur lesquels portent les activités du département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD) du FMI. Elle présente une vue d'ensemble de l'évolution récente de l'économie, des perspectives à venir et des questions de politique économique à moyen terme. Pour faciliter l'analyse, les 31 pays sur lesquels porte le présent rapport sont divisés en deux groupes : 1) pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), parmi lesquels on distingue pays exportateurs de pétrole et pays importateurs de pétrole ; et 2) pays de la région Caucase et Asie centrale (CAC). Les acronymes et abréviations utilisés dans certains tableaux et graphiques sont indiqués entre parenthèses.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont les suivants : Algérie (ALG), Arabie saoudite (SAU), Bahreïn (BHR), Émirats arabes unis (UAE), Iran (IRN), Irak (IRQ), Koweït (KWT), Libye (LBY), Oman (OMN), Qatar (QAT) et Yémen (YMN).

Les pays importateurs de pétrole¹ de la région MOANAP sont les suivants : Afghanistan (AFG), Djibouti (DJI), Égypte (EGY), Jordanie (JOR), Liban (LBN), Maroc (MAR), Mauritanie (MRT), Pakistan (PAK), Somalie (SOM), Soudan (SDN), Syrie (SYR) et Tunisie (TUN).

Les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) sont les suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Les pays importateurs de pétrole de la région MOAN sont les suivants : Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont les suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Les pays exportateur de pétrole non membres du CCG sont les suivants Algérie, Iran, Irak, Libye et Yémen.

Les pays de la région CAC sont les suivants : Arménie (ARM), Azerbaïdjan (AZE), Géorgie (GEO), Kazakhstan (KAZ), Kirghizistan (KGZ), Ouzbékistan (UZB), Tadjikistan (TJK) et Turkménistan (TKM).

Les pays exportateurs de pétrole de la région CAC sont les suivants : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan et Turkménistan.

Les pays importateurs de pétrole de la région CAC sont les suivants : Géorgie, Kirghizistan et Tadjikistan.

¹La Somalie est comprise dans les agrégats de la région à partir de l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives économiques régionales*. Pour le Soudan, les données pour 2012 ont été établies sans tenir compte du Soudan du Sud. Du fait des incertitudes entourant sa situation économique, la Syrie n'est pas prise en considération pour les années de projection des agrégats.

Évolution de l'économie mondiale : conséquences pour la région Moyen-Orient et Asie centrale

L'évolution de l'économie mondiale continue à avoir des conséquences sur la région Moyen-Orient et Asie centrale. La croissance moyenne mondiale a une fois de plus été révisée à la baisse et devrait être de 3 % en 2019 et de 3,4 % en 2020, alors qu'il était prévu qu'elle soit de 3,7 % pour les deux années (voir l'édition d'octobre 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Bien que la réduction de la demande mondiale puisse être partiellement compensée par le récent assouplissement des politiques

monétaires à l'échelle mondiale, le fait que le ralentissement concerne tout particulièrement des partenaires commerciaux de premier plan (notamment l'Europe et la Chine) a intensifié les effets de cette évolution sur la région Moyen-Orient et Asie centrale. Malgré la montée des tensions géopolitiques, y compris celles liées à l'Iran, les récentes perturbations de la production pétrolière en Arabie saoudite et les conflits en cours dans la région (Libye, Yémen), les prix mondiaux du pétrole sont restés étonnamment bas et les conditions financières relativement souples.

Croissance du PIB réel, 2018–2024

	2018	2019	2020	2021–24
Monde	3,6	3,0	3,4	3,6
Zone euro	1,9	1,2	1,4	1,4
États-Unis	2,9	2,4	2,1	1,6
Chine	6,6	6,1	5,8	5,7
Russie	2,3	1,1	1,9	2,0
MOANAP	1,6	0,5	2,7	3,1
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP	0,2	-1,3	2,1	2,1
dont : croissance du PIB hors pétrole	0,4	1,1	2,6	2,5
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP	4,3	3,6	3,7	4,8
CAC	4,2	4,4	4,4	4,5
Pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région CAC	4,1	4,3	4,4	4,5
dont : croissance du PIB hors pétrole	3,0	5,1	4,6	4,2
Pays importateurs de pétrole et de gaz de la région CAC	5,2	4,9	4,5	4,5

Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; et MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

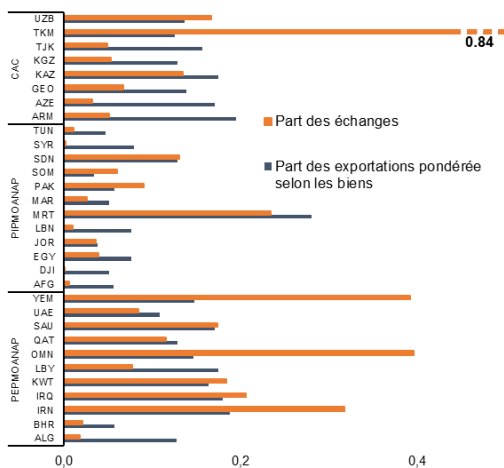
Les perspectives pour la région Moyen-Orient et Asie centrale sont déterminées par une forte contraction à court terme en Iran (voir chapitre 1), suivie d'un rebond en 2020. Les aléas, essentiellement de nature mondiale, qui influent sur les prévisions sont orientés à la baisse.

- Les tensions commerciales actuelles représentent un risque considérable pour la région. En septembre, les États-Unis ont instauré des droits de douane supplémentaires sur les produits chinois et devraient en établir d'autres en décembre. Les pays qui entretiennent des liens commerciaux particulièrement étroits avec la Chine sont les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et les pays d'Asie centrale. Cela dit, les effets d'un ralentissement dû à ces tensions risquent de se faire sentir dans d'autres pays également. La part des exportations n'illustre que les effets directs d'un ralentissement externe et rend parfois insuffisamment compte des incidences qu'un pays donné peut avoir sur un autre de manière indirecte. Ainsi, même les pays dont les ventes directes à la Chine sont faibles peuvent être considérablement touchés par une réorientation des échanges et l'intensification de la concurrence qui en découle, à mesure que les pays qui exportent beaucoup vers la Chine cherchent de nouveaux débouchés. Le graphique 1 illustre ce cas de figure en comparant deux mesures de l'élasticité des exportations à une réduction de la demande chinoise : pour l'une, l'effet de l'évolution de la concurrence est nul, et pour l'autre, cet effet est réparti de manière égale entre tous les pays exportateurs vers la Chine. Compte tenu de ces retombées liées

à la concurrence, les répercussions probables d'un ralentissement dû à la situation en Chine sont plus uniformes d'un pays à l'autre de la région Moyen-Orient et Asie centrale¹.

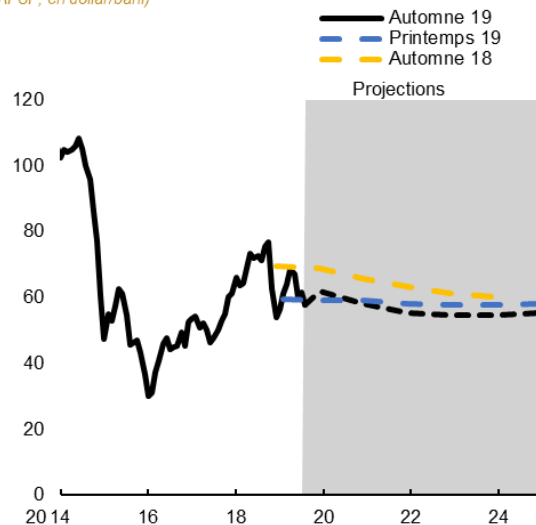
- La volatilité des prix du pétrole s'est accrue, tout en restant inférieure aux sommets atteints en 2018. Le niveau global demeure toutefois semblable à celui prévu au printemps (graphique 2). Cela est probablement dû à la fois à l'élasticité croissante de l'offre mondiale de pétrole, du fait de l'expansion de la production d'huile de schiste aux États-Unis, et aux chocs liés aux tensions géopolitiques et à la demande mondiale (encadré 1). De fait, les récents événements dans le Golfe ont mis en évidence à quel point le marché pétrolier mondial était sensible à toute déstabilisation des expéditions ou des installations pétrolières.

Graphique 1
Région Moyen-Orient et Asie centrale : exposition aux exportations vers la Chine, 2017
(part des exportations)



Sources : Base de données de BACI sur le commerce international ; Centre d'études prospectives et d'informations internationales, calculs des services du FMI.
Note : La part des exportations pondérée selon les biens pour chaque pays correspond à la somme des exportations dans les catégories de biens du système harmonisé à 4 chiffres, avec une pondération par les parts des produits chinois pour chaque bien. Elle mesure donc l'élasticité des exportations à une réduction de la demande chinoise sans incidence sur les biens, étant entendu que les parts des pays exportateurs dans les marchés mondiaux de biens demeurent inchangées.
CAC = Caucase et Asie centrale ; PEFMOANAP = Pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PIPMOANAP = Pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan. Les abréviations de pays sont celles établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 2
Evolution des prix du pétrole
(APSP, en dollar/baril)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : APSP = *average petroleum spot price* (cours moyen au comptant du baril du pétrole). L'APSP correspond à la moyenne des cours UK Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate de pétrole brute.

- Un Brexit désordonné pourrait également avoir de fortes répercussions sur la région. Un ralentissement général en Europe en raison du Brexit réduira la demande extérieure dans les pays entretenant des liens commerciaux étroits avec le continent, notamment le Maroc et la Tunisie. De fait, les répercussions directes d'une forte contraction de l'économie britannique risquent d'être beaucoup plus graves et imprévisibles. Les circuits financiers pourraient se révéler particulièrement importants, car le Royaume-Uni est la plus importante contrepartie bancaire de

¹ La part des exportations du pays i pondérée en fonction des biens vendus à la Chine est représentée par la formule suivante : $\sum_m w_m^i \omega_m$, où w_m^i correspond à la part des exportations du pays i et ω_m à la part de la Chine dans l'ensemble des importations de biens m . Cette formule rend compte d'au moins une partie des répercussions observées au cours de la période où d'autres pays ajustent leurs exportations. L'un des principaux biens exportés par la Géorgie, par exemple, est le minerai métallique, en particulier le cuivre. La Chine est un acheteur très important sur ce marché, où elle représente près de la moitié de la demande mondiale. Une réduction de la demande chinoise intensifiera probablement la concurrence pour les exportations géorgiennes de cuivre, car d'autres producteurs chercheront de nouveaux débouchés. Bien que les exportations directes vers la Chine soient très faibles (environ 6 % du total en 2018), les effets liés à la concurrence pourraient être plus importants ; c'est ce dont rend compte le risque pondéré selon les biens, du moins en partie.

la région Moyen-Orient et Asie centrale, et plusieurs pays sont très exposés à la livre sterling (Koweït, Oman, Pakistan).

- Enfin, les tensions sociales dans la région restent nombreuses. Outre l'Algérie et le Soudan plus tôt cette année, la Géorgie et le Kazakhstan ont également connu des mouvements de protestation (encadré 2). L'évolution de ces événements met en évidence la nécessité impérieuse de procéder à des réformes pour parvenir à une croissance plus forte et plus inclusive, et déterminera les possibilités qui s'offriront aux dirigeants pour remédier aux difficultés économiques de la région.

Des risques encore plus élevés se profilent à plus long terme. Les plus notables sont notamment liés aux mutations démographiques, qui exercent déjà des pressions sur les marchés du travail et la demande de services publics, et au changement climatique, qui aura très probablement des répercussions sur la région en raison de l'augmentation des phénomènes météorologiques, de l'incertitude qui entoure les cours pétroliers et des tensions liées aux ressources rares, notamment l'eau.

Dans ce contexte, les *objectifs* des pays de la région devraient être, à court terme, de stabiliser la situation macroéconomique et de renforcer la résilience en s'attaquant aux politiques budgétaires non viables tout en protégeant les plus vulnérables et, à moyen terme, de promouvoir l'inclusion et de stimuler la croissance en éliminant les obstacles à l'emploi et à l'investissement. Des politiques plus accommodantes devraient être envisagées si le ralentissement se poursuivait dans les pays où la croissance est déjà trop faible et lorsqu'il y a une marge de manœuvre suffisante.

Pour atteindre ces objectifs, les autorités nationales seront confrontées à *trois grands enjeux*, décrits dans le présent rapport. Premièrement, il est essentiel de procéder à des réformes fondamentales en ce qui concerne la conduite de la politique budgétaire et les institutions qui en sont chargées pour remédier au niveau élevé de la dette publique et à l'inefficacité des services publics. Il s'agira notamment de promouvoir la transparence *et* la prévisibilité budgétaires, sous la forme, par exemple, de cadres budgétaires crédibles à moyen terme. Deuxièmement, la composition des flux de capitaux vers la région a évolué et est devenue moins propice à la croissance. Les investissements directs étrangers (IDE) ont été remplacés par des flux d'investissements de portefeuille, en particulier dans les pays de la région MOANAP ; des mesures visant à promouvoir des marchés plus étoffés, à réduire les restrictions à l'investissement et à améliorer la stabilité macroéconomique peuvent contribuer à attirer des IDE. Troisièmement, il est indispensable de mettre en œuvre des réformes structurelles pour stimuler la croissance et l'emploi dans l'ensemble de la région. L'incapacité de parvenir à une croissance plus forte et plus inclusive risquerait d'alimenter des tensions sociales déjà vives et de menacer ainsi la stabilité régionale.

Encadré 1. Dissociation des tensions géopolitiques régionales des prix du pétrole¹

Alors que, auparavant, les cours mondiaux du pétrole augmentaient fortement et demeuraient élevés pendant de longues périodes en réaction à des tensions géopolitiques majeures dans la région MOANAP, les épisodes plus récents de montée des tensions ont eu des incidences beaucoup moins fortes. Au cours de la période précédant la guerre en Irak de 2003, par exemple, les prix du pétrole ont augmenté de près de 60 %, passant de 22 à 35 dollars le baril entre novembre 2002 et mars 2003. En revanche, à la suite de la réimposition des sanctions américaines contre l'Iran, ils n'ont augmenté que de 8 %, passant de 71 à 77 dollars entre août et octobre, ce qui a représenté une hausse bien plus faible que prévu compte tenu du poids de l'Iran dans la production pétrolière.

Le caractère modéré de cette réaction des prix du pétrole aux tensions géopolitiques peut s'expliquer par une combinaison de facteurs déterminants. Premièrement, les risques accrus d'un choc sur la demande, dus pour les plus récents aux incertitudes croissantes qui pèsent sur le commerce mondial, ont fortement modéré les prix du pétrole. Deuxièmement, les considérations liées à l'offre sont importantes. La structure du marché pétrolier a changé : les producteurs américains d'huile de schiste jouent un rôle de plus en plus déterminant. Entre le début des années 2000 et l'année 2018, la production américaine d'huile de schiste est passée d'un peu moins de 7 % à plus de 60 % de la production américaine totale de pétrole brut.

Une analyse par régression à partir de données mensuelles confirme cette évolution (tableau 1). Il existe une relation positive et significative entre les risques politiques dans la région MOANAP et les prix réels du pétrole. Toutefois, cet effet a été atténué par l'augmentation de la production d'huile de schiste depuis 2010, année où la production américaine a commencé à

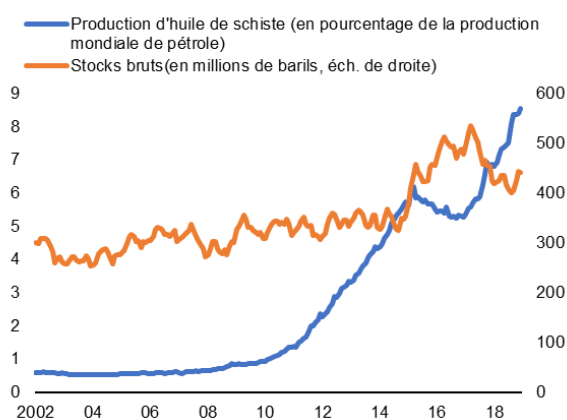
s'accroître (graphique 1)². Cette augmentation a également eu une incidence sur les stocks de pétrole brut aux États-Unis, qui sont restés à des niveaux historiquement élevés depuis 2015, ce qui accroît la pression à la baisse sur les prix du pétrole. L'incertitude qui entoure les échanges commerciaux, illustré par les récents sommets atteints par l'indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange (VIX), a également une incidence négative sur les prix du pétrole.

Le caractère modéré de la réaction des prix du pétrole à l'évolution de la perception du risque politique semble s'expliquer par deux facteurs. Premièrement, l'importance croissante de l'huile de schiste des États-Unis, en particulier son rôle de véritable élément régulateur, a affaibli le lien entre les prix pétroliers et les tensions géopolitiques dans la région MOANAP. Étant donné le caractère durable de l'essor de l'huile de schiste aux États-Unis, le lien entre les tensions géopolitiques et les prix du pétrole devrait rester faible. Deuxièmement, si les prix du pétrole n'augmentent pas, il semble que l'incertitude qui entoure les échanges commerciaux y soit pour beaucoup. Un différend commercial prolongé, qui accroît le risque d'un nouveau ralentissement alors que l'économie mondiale est déjà en train de fléchir devrait maintenir les prix du pétrole à un bas niveau malgré les tensions géopolitiques dans la région.

Graphique 1

Production d'huile de schiste aux États-Unis

(en pourcentage de la production mondiale de pétrole, en millions de barils)



Sources : Energy Information Administration ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Encadré 1. Dissociation des tensions géopolitiques régionales des prix du pétrole (suite)

Tableau 1. Principaux facteurs déterminants du prix du pétrole

Variables	Δ Prix réel du pétrole
Δ Risque politique dans la région MOANAP	0,96** (0,59)
Δ Risque politique dans la région MOANAP (* variable fictive pour le schiste)	-0,87* (0,63)
Δ Indice VIX	-0,12*** (0,03)
Δ Stock de pétrole brut américain	-0,31*** (0,16)

Sources : Haver, Agence internationale de l'énergie (AIE), PRS Group ; département des études du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : La période examinée va de janvier 1999 à juin 2019. Le prix réel du pétrole est obtenu par déflation des cours mensuels moyens du pétrole au comptant sur la base de l'indice américain des prix à la consommation. Dans la région MOANAP, le risque politique est mesuré à l'aide des notes médianes de risque politique de tous les pays du MOANAP établies par *Political Risk Service Group*, lesquelles ont été transformées de sorte qu'un chiffre plus élevé indique un risque accru. La variable fictive pour le schiste est fixée à 0 au cours de la période précédant 2010 et à 1 au cours de la période suivante. Toutes les variables des séries chronologiques indiquent des variations en pourcentage par rapport au mois précédent afin de garantir une stationnarité. Des variables dépendantes retardées de 11 mois servent de contrôles supplémentaires pour réduire le biais des variables omises et les autocorrélations (un test de Durbin-Watson confirme l'absence d'autocorrélation). Le terme et les coefficients constants de la variable fictive correspondant au schiste et les variables dépendantes retardées ne sont pas indiqués dans le tableau pour gagner de la place. Les erreurs-types robustes sont signalées entre parenthèses. ***p<0.05, **p<0.1, *p<0.2.

Indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange (VIX 5).

¹ Cet encadré a été rédigé par Ling Zhu.

² Les risques politiques dans la région MOANAP sont mesurés à l'aide des notes médianes de risque politique des pays du MOANAP établies par *Political Risk Service Group*. La stabilité politique d'un pays est déterminée par rapport à celle d'autres pays en évaluant les risques dans chacun des domaines suivants : stabilité du gouvernement, situation socioéconomique, profil des investissements, conflits internes et externes, corruption, rôle de l'armée dans la vie politique, tensions religieuses, ordre public, tensions ethniques, transparence démocratique et qualité de l'administration publique. Les notes initiales varient d'un maximum de 100 (risque le plus faible) à un minimum de 0 (risque le plus élevé) ; les données de cette analyse ont été transformées, en soustrayant l'indice à 100, pour faire en sorte qu'un nombre plus élevé indique un risque accru.

Encadré 2. Suivi des troubles sociaux au Moyen-Orient et en Asie centrale¹

Les troubles sociaux se multiplient au Moyen-Orient et en Asie centrale. Selon l'Indice des troubles sociaux signalés (RSUI), qui recense les signalements par les médias de mouvements sociaux dans les pays membres, ces tensions ont atteint des niveaux inégalés depuis 2014 (graphique 1)².

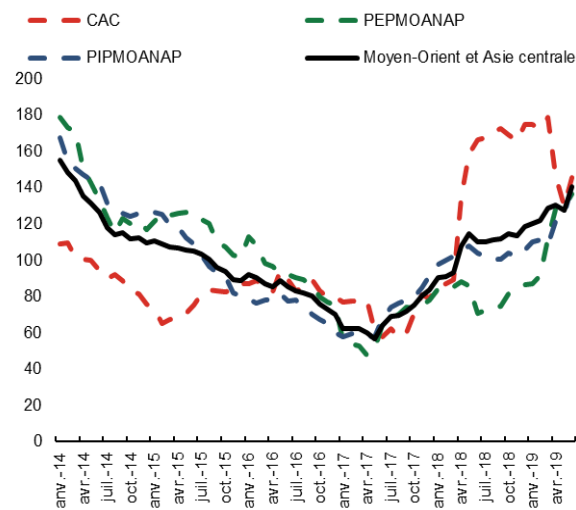
La tendance récente est généralisée. Au début de cette année, les troubles avaient principalement eu lieu en Algérie et au Soudan. Plus récemment, des mouvements de protestation ont également éclaté en Géorgie et au Kazakhstan, mais dans un contexte social et politique très différent de celui de l'Afrique du Nord (graphique 2). Néanmoins, cette situation contraste avec des épisodes de troubles antérieurs ; avant 2017, les troubles sociaux étaient relativement plus fréquents dans les pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (graphique 1).

Les tensions sociales pèsent sur les choix des dirigeants. Les réformes urgentes de la masse salariale du secteur public tunisien, par exemple, ont été reportées plus tôt dans l'année en raison de la crainte de protestations généralisées. En Arménie et en Jordanie, les grandes manifestations de l'année dernière ont entraîné des changements politiques (graphique 2). Cela dit, les dirigeants ne peuvent pas renoncer aux réformes. Les autorités font face à des lacunes structurelles persistantes qui limitent la création d'emplois et les possibilités offertes aux citoyens, ce qui risque d'aggraver l'instabilité.

Graphique 1.

Indice de signalement des troubles sociaux (RSUI)

(moyenne sur 12 mois, 2014–aujourd'hui = 100)



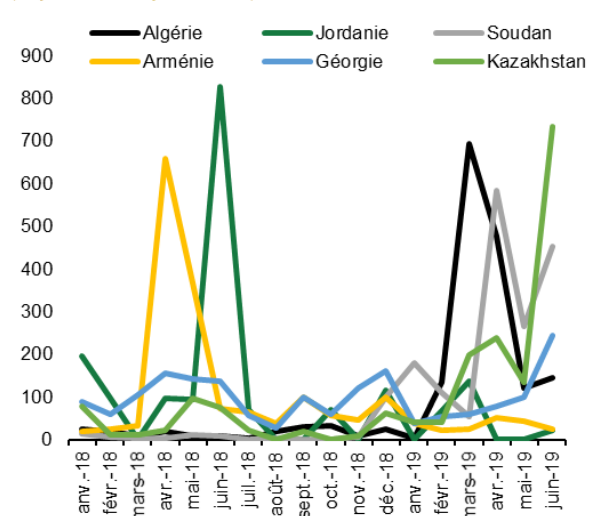
Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.

Note : CAC= Caucase et Asie centrale ; PEPMOANAP = Pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PIPMOANAP = Pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Graphique 2.

Indice de signalement des troubles sociaux (RSUI)

(moyenne, 2018–aujourd'hui = 100)



Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.

¹ Cet encadré a été rédigé par Philip Barrett.

² Voir l'encadré 1 de l'édition d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales* et l'annexe correspondante disponible en ligne pour plus de précisions sur la conception de cet indice. Précédemment calculé pour uniquement 7 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, cet indice est désormais établi pour les 27 pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale, pour lesquels suffisamment de données sont disponibles.